CGT FINANCES PUBLIQUES - MONTREUIL
CEN 25, 26, 27 juin 2019
RELEVÉS DE DÉCISIONS

SEANCE du 25 matin

Présidence : Clémence THOMAS / présence à l'ouverture : 45

Objet :

- élections du BN, de l'administrateur à la Polfi et du règlement intérieur
- présentation croisée des élu(e)s de la nouvelle Commission Exécutive Nationale

invités : /

Election du BN :

Sylvain Carpentier : indemnitaire, frais de déplacement, agents techniques et contractuels, suivi des CAP techniques et CCP, mission gestion publique, déontologie

Philippe Craste : suivi des missions, du revendicatif et du territoire national

Pascal Fusil : Orga-Vie syndicale, Droits syndicaux, Cogitiel, liaison avec les administratifs

Hélène Guerra : veille fiscale, activité cadres, dialogue social, suivi capn A+, mandat CE de l'UFSE et CA au RAFP

Didier Laplagne : santé au travail, conditions de vie au travail, mission accueil, CSRH SIRHIUS, direction fédérale, télétravail

Bruno Monziols : politique financière

Véronique Pascalides : formation syndicale et contrôle fiscal

Patrick Sarrabayrouse : congés et autorisation d'absences, comité médical, commission de réforme, accident du travail, temps de travail, mutations et 1ère affectations, carrières, titularisations, suivi CAPN

Nicolas Thirion : informatique, missions gestion publique, suivi DOM droits et garanties spécifiques

Olivier Villois : communication

Sébastien Weber : formation professionnelle, suivi des écoles, co.cours, handicap

VOTE : 45 pour, 0 contre, 0 abs

Pour mémoire, **Fanny De Coster** avait déjà été élue secrétaire générale à l'unanimité au congrès de Bois-en-Ré.

Élection de l'administrateur à la politique financière :

Bruno Monziol, seul candidat est réélu à l'unanimité

VOTE : 45 pour, 0 contre, 0 abs

Pour information, présentation des administratifs du BN :

Marie LECORRE : en charge du parc informatique, souscription nationale, standard

Patrick COSSEC : comptabilité du syndicat, standard

Aline ABECASSIS : suivi des tableurs, standard

Fawzia DRIDER : Prog. Assistée par Ordi. (maquettage des productions du syndicat), standard

Laurent VOGLER : suivi des Congés de Formation Syndicale, appui au pôle Orga-Vie syndicale, standard

Philippe GUILLERET : suivi et validation des reversements, suivi et appui Cogitiel, standard

Règlement intérieur de la CEN

- ajout que « l'envoi aux sections du relevé de décisions se fait dans les 8 jours suivant la réunion de la CEN »

VOTE : 36 pour, 0 contre, 9 abs

- ajout du « droit de réponse quand le camarade est mis en cause même s'il a épuisé son temps de parole »

VOTE : 3 pour, 37 contre, 5 abs

- intégration de la règle de 3 absences non justifiées le camarade est exclu de la CEN

VOTE : 42 pour, 0 contre, 3 abs

- le règlement intérieur est modifiable en cours de mandat

VOTE : 42 pour, 0 contre, 3 abs

RI modifié adopté

Exemplaire définitif en annexe

VOTE : 42 pour, 0 contre, 3 abs

Présentation croisée

Comme la moitié de la CEN sont des camarades pour qui c'est le 1^{er} mandat, il a été trouvé important de faire un véritable moment d'accueil au préalable.

Donc un travail en binômes avec 1 ancien et 1 nouveau a été fait.

Puis à tour de rôle chacun présentait son binôme à l'ensemble des membres de la CEN.

Retour très positif car nécessaire pour travailler tous ensemble.

SEANCE du 25 après-midi

Présidence : Véronique CINQ / présence à l'ouverture : 45

présence à l'ouverture après-midi : 28

Objet :

- animation et suivi de territoires
- collectifs métiers ou missions

invités : Jean-Robert SZKLARZ (UFSE)

Dans un premier temps, un débat a eu lieu sur le rôle de l'élu en CEN, puis la question de l'organisation de l'animation des territoires a fait l'objet de discussions.

Enfin, la constitution des collectifs métiers a été abordé.

Sur le premier point, il a été acté que chaque élu de la CEN sera en charge d'un territoire.

Chacun pourra suivre la région qu'il habite.

Mais rien n'empêche qu'un territoire, qui est particulièrement étendu, soit suivi par 2 camarades.

Le but est de créer des liens entre la CEN et les militants des sections.

Une carte de la France avec les territoires à couvrir a été présentée par Philippe CRASTE et Véronique PASCALIDES, membre du bureau national,

Chaque élu de la CEN a pu ainsi annoncer quel territoire ou quelle région il allait suivre.

Une majorité de régions ou territoires vont ainsi être couverts.

Au vu de l'actualité revendicative particulièrement riche, la nécessité de réunir les collectifs régionaux le plus tôt possible a fait l'unanimité.

Sur le 2ème point, force est de constater les 3/4 des collectifs « missions » créés par la précédente CEN n'ont pas fonctionné.

Il serait donc souhaitable de réduire le nombre de collectifs.

Il a été proposé de reprendre le débat à la prochaine CEN sur l'organisation et l'objet des collectifs. L'inscription à ceux-ci par les membres de la CEN pourra alors se faire en toute connaissance de cause.

VOTE : 44 pour, 0 contre, 0 abstention

SEANCE du 26 matin jusqu'à 15h

Présidence : Zahia ABDEDDAÏM / présence à l'ouverture matin : 45

Objet : revendicatif

invités : Alexandre DERIGNY (Fédé des Finances) ; Jean-Marc CANON (UFSE)

International : Rappel sur la situation de Hong Kong, situation en Algérie et soutien à Louisa Hanoune.

Europe : résultat des élections avec baisse des formations de gauche et des conservateurs, progression des libéraux et des écologistes et surtout de l'extrême droite

France : nouvelle vague de "réformes" :

- assurance chômage malgré opposition des syndicats et de nombreux députés
- retraite : remise des conclusions de la commission Delevoye en juillet et projet de loi à la rentrée
- Référendum privatisation Aéroport de Paris

Fonction publique :

- attaque du statut général
- Suppression des congés bonifiés et prime de vie chère
- Suppression des droits syndicaux dérogatoires au niveau du ministère
- géographie revisitée au niveau DGFIP

Les échanges ont portés essentiellement sur notre capacité à mobiliser pour faire face à ces annonces. Les membres de la direction nationale font le constat que beaucoup d'agents n'avaient pas pris la mesure des attaques du gouvernement. La découverte des nouvelles implantations a été un choc dans de nombreux départements, les réactions sont cependant variables.

Le mail envoyé à l'ensemble des personnels pour la mobilisation du 27 juin est diversement apprécié. En effet, plusieurs sections n'ont pas appelé à la grève et se sont senties en porte-à-faux. Le bureau rappelle que le congrès demandait une action rapide et que la forme de l'envoi à tout agent est légitime pour un syndicat national même si malheureusement cela demande aux sections un travail explicatif auprès des agents lorsque l'appel n'est pas relayé.

Au cours des débats, notre participation aux différentes instances qui ne concernent pas la géographie revisitée a été évoquée (celles sur la géographie revisitée ont déjà fait l'objet de décisions congrès de ne pas y participer). Celles-ci n'ont, de fait, plus d'intérêt en raison de l'attitude de la direction. En effet, il n'y a plus de débat mais une simple diffusion de messages portant sur les seuls points que la direction accepte de diffuser et surtout nous ne siégeons pas en période d'appel à la mobilisation à l'exception des CAP et des CHS. L'ensemble des autres organisations syndicales ont fait le choix de participer aux réunions de toute nature pour "recueillir des informations".

La CEN demande également une évaluation du site national et l'ouverture d'une réflexion. Elle s'étonne aussi de notre frilosité en matière de recours contentieux alors que la DGFIP ne respecte pas toujours la loi et la réglementation.

Jean-Marc Canon intervient pour le compte de l'UFSE et amène des précisions sur la réforme des retraites en cours. Il évoque le rendez-vous salarial du 2 juillet dont le résultat est déjà connu : le gouvernement a déjà annoncé le gel du point d'indice jusqu'en 2022. Il rappelle également les prochaines dates d'actions :

- 27 juin : RV intersyndical devant Bercy
- 18 septembre : journée fonction publique
- 24 septembre : journée interprofessionnelle

Alexandre Derigny intervient pour le compte de la Fédération des Finances. Il précise l'état des discussions sur les droits syndicaux et l'avenir des droits dérogatoires avec leur suppression sur 18 mois, soit une baisse de 30 % des droits environ.

Les débats ont abouti à 3 votes :

Synthèse :

- Point retraite à la CEN de rentrée
- Boycott complet du dialogue social (4 prochains GT, tout institutionnel sauf CAP et CHS)
- Interpeller les élus nationaux (députés, sénateurs) avec proposition de lettre type
- Point sur le site internet et financement éventuel lors d'une future CEN, la prochaine si possible
- Participation à la campagne ADP
- Relayer la consultation des syndiqués par la confédération : assurer le lien
- Recours juridique : point particulier à une prochaine CEN
- Infolettes hebdomadaire avec rappel aux sections de remonter les informations par l'intermédiaire des chargés de territoire

Adopté à l'unanimité (45 présents)

Stratégie des luttes :

- Réunir sans attendre les agents pour décider de la grève reconductible
- Intersyndicale doit suivre sur ce point, mandat donné au BN pour négocier une journée fixe de point d'appui quand cela sera nécessaire en cours de mobilisation.

Adopté : Pour 41, Contre 1, Abstention 3

Visite de présentation :

Il est d'usage qu'une rencontre ait lieu quand un nouveau directeur général ou une nouvelle secrétaire générale prend ses fonctions. Cette rencontre est une simple présentation et ne donne pas lieu à discussion ou négociation entre les deux parties. Elle a lieu en tête à tête.

Toutefois, en raison du contexte particulier, il est demandé à la CEN d'approuver cette rencontre.

Adopté : Pour 37, Contre 4, Abstention 3 - NPPV 1

SEANCE du 26 après-midi à partir de 15h30

Présidence : Fred SOTTET / présence à l'ouverture : 46

Objet :

- *droits syndicaux sections*
- *droits des élu(e)s CEN (délais de route, SIRHIUS...)*

invités : Alexandre DERIGNY (Fédé des Finances) ; Jean-Marc CANON (UFSE)

En introduction le fonctionnement de l'attribution des droits syndicaux est rappelé : Les droits syndicaux sont attribués par ministère, c'est-à-dire que le secrétariat général de notre ministère de tutelle attribue un volume de droits à notre Fédération des Finances établie sur

1/ des droits décret assis sur le nombre d'agents dans notre ministère et le résultat aux dernières élections professionnelles (soit 144 Équivalents Temps Plein) ;

2/ droits dérogatoires, droits obtenus historiquement grâce aux batailles que les OS ont menées (soit 40 ETP)

Pour rappel, un ETP = 460 CTS, un CTS = une demi-journée

Répartition par la Fédé : une partie pour son fonctionnement, une partie pour l'interpro et répartition du reste entre les différents syndicats de la fédé (un peu plus de 75 % pour notre syndicat CGT Finances publiques)

Répartition par le Syndicat national : sur le contingent attribué à la CGT FINANCES PUBLIQUES, elle est présentée pour le BN politique (5 710 CTS) ; pour les administratifs du BN (2 740 CTS) ; pour les enveloppes nationales (activité nationale 900 CTS, activité CAPN 700 CTS, activité ENFIP 1 700 CTS) ; pour une réserve (180 CTS) ; pour une partie pour des droits interpro non pris en charge au préalable par la fédé (6 264 CTS) et le solde pour les sections (44 000 CTS).

Répartition par section

Pour répartir la dotation de CTS par section, il existe une clé de répartition qui tient compte de 4 critères (résultats aux élections CTM et CTR par direction, nb de sites par direction, nb d'agents par direction, nb de syndiqués par direction). La clé utilisée n'a pas pu tenir compte des résultats aux élections CTM, car le secrétariat général et la fédé ne nous a pas fourni les éléments nécessaires par direction.

Un débat s'en est suivi sur les critères de la clé de répartition, sur les différents droits (ART.15, CTS, ART.13) sur les mises en réserve, sur les difficultés des sections...etc.

Synthèse soumise au vote :

- renvoyer aux sections un vade-mecum sur l'ensemble des absences syndicales (ART.15, ART.13, CTS, délais de route) et comment, qui, condition d'utilisation ?
- mettre à l'ordre du jour d'une prochaine CEN un débat sur les droits syndicaux et notamment la clé de répartition pour les sections (privilégier le nb de syndiqués ? Les résultats aux élections ? Les sections en lutte ? Les sections en difficultés ? Le nb de sites ? L'étendue géographique des directions ?)
- création d'un collectif Droits Syndicaux
- relancer, notamment par les suivis de territoire, les sections qui n'ont pas répondu à la mise à jour du nb de sites
- clé de répartition actuelle pour dotation 2019 par section et n'attribuer 80 % du résultat suite à clé de répartition (mise en réserve de 20 %)

vote : 0 contre, 1 Abstention , 42 Pour

SEANCE du 27 matin

Présidence : Axel BOURDEAU / présence à l'ouverture : 42

Objet :

- *calendrier des futures CEN*
- *question(s) diverse(s)*

invités : /

CALENDRIER

Afin de préparer les débats un calendrier élaboré par le BN a été présenté à la CEN.

Après échanges il a été retenu le calendrier suivant :

- semaines 31 (dernière de juillet) **et** 36 (première de septembre) ☞ conférences téléphonées
- réunion CEN en présentiel ☞ octobre 2019 : M1, M2, J3
- réunion CEN en présentiel ☞ novembre 2019 : M28, J29, V29 midi
- réunion CEN en présentiel ☞ janvier 2020 : M28, M29, J30
- réunion CEN en présentiel ☞ mars 2020 : M17, M18, J19
- réunion CEN en présentiel ☞ juin 2020 : M2, M3, J4

Vote : Pour 22 ; Contre 19 ; Abstention : 4

en annexe : règlement intérieur